



HAL
open science

Les données et le gouvernement de la ville

Fabrice Bardet, Antoine Courmont

► **To cite this version:**

Fabrice Bardet, Antoine Courmont. Les données et le gouvernement de la ville. Congrès de l'AFSP. Section thématique 10, Jul 2017, Montpellier, France. hal-01678832

HAL Id: hal-01678832

<https://hal.science/hal-01678832>

Submitted on 9 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AFSP 2017

ST 10 « Les données et le gouvernement de la ville »

Organisateurs

Fabrice Bardet, DR au Ministère de l'Environnement, Laboratoire EVS-RIVES, Université de Lyon, ENTPE.

Chercheur senior au laboratoire EVS (UMR 5600), il est **docteur en science politique** de l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne (2000) et HDR au sein de l'Université Lyon 2. Il a récemment publié aux *Belles Lettres* un ouvrage consacré à « La contre-révolution comptable. Ces chiffres qui (nous) gouvernent », présenté dans divers médias (radio / presse écrite). **Corédacteur en chef de la revue *Métropoles*** spécialisée dans les études urbaines, il a dirigé quatre ans (2001-2005) l'axe de recherche "gouvernement urbain" du laboratoire RIVES (aujourd'hui composante d'EVS) et pendant deux ans (2009-2011) la chaire UNESCO de l'ENTPE « Politiques urbaines et citoyenneté ».

Antoine Courmont, doctorant en science politique au Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

Sous la direction de Dominique Boullier (Social Media Lab, EPFL), Antoine Courmont finalise une thèse portant sur les politiques de données urbaines (soutenance prévue à l'automne 2016). Il est également chargé de mission au sein de la direction de la prospective de la Métropole de Lyon.

Mots-Clefs

Big data / Gouvernance urbaine / Instruments / Données quantitatives / Métropoles

Modalités d'organisation

Afin de privilégier le dialogue croisé entre les articles et l'échange entre les participants à cette section thématique, une discussion collective des papiers présentés sera organisée. Il est demandé à tous les participants de lire impérativement l'ensemble des articles. En outre, chaque auteur sera en charge de discuter spécifiquement le papier d'un participant.

40 minutes seront consacrées à la présentation et la discussion des papiers selon le planning prévisionnel suivant :

- Présentation du papier par son auteur (10 minutes)
- Discussion du papier par un participant (10 minutes)
- Questions et discussions collectives (20 minutes)

Appel à communications

La présente proposition de ST vise à progresser dans l'analyse de l'impact de l'avalanche des nouvelles données issues des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur les mécanismes de gouvernance des sociétés. Il est proposé une focalisation sur le terrain des grandes villes, lieux privilégiés d'implantation des nouvelles TIC. La perspective scientifique retenue est issue de la sociologie des outils quantitatifs de gouvernement initiée par A. Desrosières.

Comment les nouvelles données changent-elle le gouvernement des sociétés ?

Il y a très peu de temps encore, les données quantitatives de l'activité gouvernementale étaient majoritairement issues de la production d'enquêtes spécifiques ou de l'exploitation de fichiers administratifs [Desrosières, 2005]. La dissémination des TIC, qui se traduit notamment par une croissance inédite du volume des données liées aux comportements individuels (identifié aujourd'hui à travers la notion de *big data*), apparaît en mesure de provoquer **le bouleversement des sources de données** gouvernementales, celui de l'activité gouvernementale elle-même.

Dans l'évocation de cette « révolution numérique », l'accent est souvent mis sur le nouveau traitement des données : l'expansion des réseaux de communication, l'augmentation considérable de la puissance de calcul des processeurs, ou la diminution des coûts de stockage des données. Mais la bascule concerne d'abord la production des données elle-même, leur recueil. Il s'est en effet opéré **une multiplication des capteurs de données**. Les téléphones portables constituent naturellement la première source de données nouvelles, leurs utilisateurs produisant d'innombrables informations sur leurs comportements, qui ont rapidement fait l'objet d'utilisations commerciales. A ces sources s'en ajoutent d'autres, liées à des capteurs fixes (caméras, zones wifi, antennes réseaux téléphoniques, etc.).

Puis interviennent donc **les capacités nouvelles de traitement** des données qui font miroiter en particulier une gestion des problèmes en temps réel. « L'agilité » ou la réactivité des systèmes est prônée partout. Ce faisant, ne focalise-t-on pas trop l'attention sur la réactivité à des situations conjoncturelles ? L'espoir de durabilité des programmes d'action peut-il en particulier coexister avec cette focalisation sur le temps réel ? Les mérites de la gestion en « temps réel » méritent aujourd'hui d'être réinterrogée dans cette perspective.

Un des enjeux de cette section est de progresser dans ces questionnements en prolongeant le programme de recherche de sociologie de la quantification développé en France par A. Desrosières et qui bénéficie aujourd'hui d'une dynamique internationale très forte [Bruno *et alii*, 2016]. En prolongeant la grille d'analyse qui a permis d'associer des types de quantification spécifiques à des formes distinctes d'Etat, il s'agit d'alimenter les réflexions engagées sur les changements introduits par les *big data* dans la gouvernance des organisations et des politiques publiques [Margetts et Dunleavy, 2013].

Le terrain des villes

L'espace urbain a contribué à une expansion considérable de l'usage des données dans l'action publique. Les grosses collectivités, associées le plus souvent au secteur privé, multiplient aujourd'hui les programmes expérimentaux de collecte de données personnelles pour proposer des services en temps réels, notamment dans les secteurs des transports de l'énergie ou du tourisme [Townsend, 2013 ; Albino *et alii*, 2015 ; Kitchin, 2015]. De manière plus spécifique, certaines métropoles développent également des programmes dédiés à la production ou à la diffusion de nouvelles données, comme des plates-formes « open data » ou des laboratoires d'expérimentation de partage de données. Autant d'initiatives systématiquement relayées par les élus locaux pour chercher à promouvoir l'image de la « smart city » chargée d'alimenter l'attractivité du territoire.

Au croisement des études urbaines, de la sociologie de la quantification et de l'analyse de l'action publique, la ST s'inscrit dans une perspective de sociologie politique des données urbaines pour envisager deux pistes de questionnement.

1. La donnée comme instrument de gouvernement de la ville

Un premier axe questionne, de manière classique, les données en tant qu'instrument de gouvernement des villes. Comment les nouvelles données changent-elles la conduite des politiques métropolitaines sectorielles ? La question, très large, pourra être traitée selon plusieurs directions. Une possibilité sera de s'intéresser aux nouvelles représentations de la réalité sociale et économique produites par ces données, susceptibles de faire émerger de nouveaux enjeux, et de placer au second rang d'autres enjeux plus anciennement identifiés. Le regard sera porté sur les groupes professionnels en charge de la gestion des nouvelles données.

De manière connexe pourra être abordée la question de l'éventuelle réorientation des programmes d'action métropolitains en lien avec les nouvelles données. Dans cette perspective, seront favorisés les propositions discutant la possible orientation de la gestion des problèmes publics en « temps réel » produite par les *big data*, au détriment, le cas échéant, de la prise en compte de

problématiques urbaines de long terme [Bardet, 2014]. Un tel angle permettrait de nourrir la discussion avec la littérature sur la gestion de la ville néolibérale.

Les contributions décriront les mécanismes de mobilisation des nouvelles données par les acteurs du gouvernement urbain. Quels sont les acteurs légitimés ou a contrario marginalisés par ces nouveaux dispositifs de quantification ? Tous les secteurs de l'action publique urbaine pourront être retenus.

2. La donnée comme objet / enjeu de gouvernement

La production et l'usage croissants font émerger les données comme un enjeu spécifique de gouvernement à l'échelle des métropoles. Plusieurs acteurs tentent d'agir sur la circulation de l'information par des stratégies de régulation des flux de données aux formes variées (*open data*, régie de données, etc.). Cet axe questionne l'émergence et l'institutionnalisation de politiques publiques de la donnée. En quoi la donnée est-elle devenue un enjeu de gouvernement ? Qui gouverne la donnée ? Quels sont les moyens (financiers, techniques, humains) accordés à cette politique ? Quel est le rôle des nouvelles professions qui apparaissent dans l'administration (*Chief data officer*, *data scientist*, etc.) ? En quoi le gouvernement de la donnée recompose les pouvoirs locaux ?

Ces thématiques n'épuisent pas les questionnements liés aux données et aux gouvernements de la ville. Tout projet lié à ces problématiques sera étudié attentivement.

Références

Albino Vito, Umberto Berardi et Rosa Maria Dangelico (2015), "Smart Cities: Definitions, Dimensions, Performance, and Initiatives", *Journal of Urban Technology*, 22, 1, p. 3-21, <http://dx.doi.org/10.1080/10630732.2014.942092>.

Bardet Fabrice (2014), *La contre-révolution comptable. Ces chiffres qui (nous) gouvernent*, Les Belles Lettres, Paris, 372 p.

Bruno Isabelle, Florence Jany-Catrice et Béatrice Touchelay (dir.) (2016), *The Social Sciences of Quantification: From Politics of Large Numbers to Target-Driven Policies*, Springer.

Desrosières Alain (2005), "Décrire l'Etat ou explorer la société : les deux sources de la statistique publique", *Genèses*, 58, p. 4-27.

Kitchin Rob (2015), "Making sense of smart cities: addressing present shortcomings", *Cambridge journal of regions, economy and society*, 8, p. 131 - 136.

Margetts Helen et Patrick Dunleavy (2013), "The second wave of digital-era governance: a quasi-paradigm for government on the Web", *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, 371, 1987.

Townsend Anthony M. (2013), *Smart Cities: Big Data, Civic Hackers, and the Quest for a New Utopia*, W.W. Norton & Cie, 384 p.

ST 10 « Urban governance and data »

The session aims to address the impact of big data on the governance of societies, especially urban societies where Information and Communication Technologies (ICT) are widely spread. The scientific perspective is fed by the one shaped by A. Desrosières to develop a sociology of quantitative data.

How new data change the governance of societies?

Until recently, quantitative data used in governmental activities were either the product of dedicated surveys or the out product of administrative files [Desrosières, 2005]. But sources of governmental and organizational data have been largely extended with the unprecedented development of Information and Communication Technologies (ICT) that has opened the era of “Big Data”.

In the discussions around the “Revolution of Big Data”, the focus is very often made on the treatment of data (circulation, processors, storage). But the first shift concerns the change that occurred in the production (or the gathering) of Data. We benefit from a multiplication of sensors. Phone cells provide an extensive new source of data. And other sources are provided by cameras, wifi zones, GPS, etc. This diversification of sources of data must first be addressed.

Then we have to consider the new capacities for data treatment and management. “Real time” management is presented as the ultimate stage of rationalization. Agility or reactivity is promoted in organizations. But does the hope of sustainability fit well with such reactive paradigm? How the long term can be taken into account in such a focus on the real time management?

In the perspective of the analytical framework forged by Alain Desrosières to connect, at a national level, types of quantifications with forms of government, this session wants to feed the discussion around changes occurred in the governance of organizations and public policies in the big data era [Margetts et Dunleavy, 2013].

Urban field

Urban spaces offer an unmatched perspective on the development of uses of big data in the management of public policies. In metropolitan areas, public administrations as well as private actors have developed important programs to collect and use data from ICT, especially in transportation, energy or tourism policies [Townsend, 2013 ; Albino *et alii*, 2015 ; Kitchin, 2015]. At a global level, some programs are implemented like “open data platforms” or “datalab experiments”. In all cases, politicians try to promote a “smart city” image, supposed to foster the attractivity of the territory.

At the crossing of sociology of quantification and public policy analysis, the session wants to promote a political sociology of urban data programs through two main complementary lines:

1. Data as a tool for urban governance

In a classical perspective, it is useful to have an in-depth look at how new data are produced and used in the management of the metropolitan policies. How new data have change sectorial policies? Several questions can be addressed in this perspective. First, it would be interesting to focus on the way new data promote new representations of reality, setting new public problems at the metropolitan agenda. The focus will be made on professional skills required in the management of new data.

Proposals can also focus on the shift in traditional programs caused by new data. In this direction, a specific attention will be made to proposals discussing the hypothesis along which big data could promote “real time” management at the expense of long-term planning (in a sustainable perspective) [Bardet, 2014].

Contributions will describe precisely the production and the uses of new data by urban actors. A specific attention will be paid to the professional of political groups in charge of these activities. All the sectors of urban affairs are welcome.

2. Data as the object of a specific policy

The growing uses of new data have contributed to the development of specific metropolitan programs. Several actors, either urban or extra-urban, try to manage the circulation or regulation of data (open data platforms for example). This line focuses on the politics of new data. Who governs data production and data mobilization programs? What are the resources of such policies (budgetary, technical and human)? How are defined the new professional skills needed of the implementation of these programs (Chief data officer, data scientist, etc.)? How does it redefine the local governance?

The session will also welcome other proposals focusing on other issues connected with new data and urban governance.